L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 4 SEPTEMBRE,

L'évasion de M. Bazaine.

Nous approchons du moment où le mystère de l'évasion sera enfin éclairci. Le *Moniteur* universel croit, en effet, pouvoir annoncer que M. le général Lewal, chargé de l'enquête sur l'évasion de l'ex maréchal Bazaine, vient de déposer son rapport.

On nous affirme, dit ce journal, mais nous ne reproduisons ce bruit que sous toute réserves, que les conclusions de cette enquête contredisent absolument les récits de M. et Mme Bazaine. L'évasion aurait eu lieu simplement par une porte, grâce à la complicité du personnel des gardiens.

Le factionnaire n'a rien vu. L'explication de cette particularité a été relevée par M. le général Lewal, mais elle ne nous paraît comporter aucune publicité. Nos lecteurs sauront plus tard pourquoi.

Les renseignements de la *Presse*, confirment ceux du *Moniteur* :

On est certain maintenant que l'ex-maréchal s'est évadé avec la complicité de la plupart des gardiens du fort Sainte-Marguerite.

Le rapport du général fera bientôt connaître tous les détails de cette évasion dont Mme Bazaine a cherché à travestir les circonstances dans la lettre que nous publions aujourd'hui.

Nous croyons savoir que les charges les plus accablantes pèsent sur certains employés de la prison et que l'enquête révélera des détails fort peu honorables pour certaines des complices de l'évasion.

Enfin, plusieurs journaux annoncent que M. de Villeneuve-Bargemon, préfet des Alpes-Maritimes, a terminé également son enquête sur l'évasion et est arrivé à Paris pour faire son rapport à son chef direct, le ministre de l'intérieur. Il a su, dans la journée d'hier, une longue conférence avec le ministre de l'intérieur.

M. le général de Chabaud-Latour vient de transmettre à M. le général Lewal, chargé de l'enquête militaire sur l'évasion, la lettre qu'il a reçue de Mme Bazaine et que nous avons traduite d'après la *Gazette de Cologne*.

C'est la cour d'assises des Alpes-Maritimes qui sera appelée à statuer sur les poursuites relatives à l'évasion de M. Bazaine.

Voici, à ce propos, les articles du code pénal qui régissent la matière :

Art. 239. Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la réclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art. 240. Si les évadés, ou si l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens, seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde qui auront favorisé ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Observait dit de divers côtés que le fugitif avait donné sa parole de ne pas s'évader. Voici, sur ce point, la déclaration de l'ex-maréchal. Elle est extraite d'une lettre autographe qu'on a communiquée au *Gaulois* :

Action-Gesellschaft

HOTEL DU NORD
Cœln.

Cologne, 10 août.

Mon cher Monsieur,

Le maréchal me charge de vous envoyer copie de la lettre qu'elle a écrite au ministre de l'intérieur. *C'est bon style*, quoique cette copie soit de ma main. Mais je n'avais rien à y changer et je ne devrais pas y changer.

Les journaux disent que *j'aurais donné sa parole* de ne pas m'évader. *C'est faux ! On ne me l'a jamais demandée et je ne l'aurais pas donnée...*

Mille amitiés.

MARÉCHAL BAZAINE.

On avait annoncé que deux Anglaises, soupçonnées de complicité, étaient recherchées par le parquet.

Le *Times*, dans son numéro du 18, publie à ce sujet la lettre suivante :

Au rédacteur en chef du *Times* :

Votre correspondant de Paris annonce, d'après un des journaux publiés en cette ville, que deux dames anglaises ont été soupçonnées, pour une cause ou pour une autre, d'avoir favorisé l'évasion du maréchal Bazaine. Cette nouvelle est parvenue à ma femme qu'accompagnaient deux jeunes filles, une femme de chambre et deux petits enfants à l'hôtel Denain, à Calais. Elle arrivait de la Haye par Bruxelles. A peine était-elle descendue depuis quelques minutes à l'hôtel que deux gendarmes entrèrent dans sa chambre, inspectèrent tout le monde en silence, prirent le signalement de chaque personne, les noms, etc.

Le personnel de l'hôtel se montra, à la suite de cette visite, très peu poli pour ma femme.

Je conseille donc à chacun d'avoir avec soi un passeport. C'est toujours une espèce de protection, surtout dans le cas que je tiens de mentionner.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Un Angry Husband.

(Un mari qui n'est pas content.)

Le *Soir* annonce, du reste, que les poursuites dirigées contre les deux Anglaises **ont cessé.**

Des dépêches que nous transmet l'agence Havas nous apprennent que l'ex-maréchal a quitté Cologne et est arrivé à Spa, avec son frère, dans la journée d'hier mardi, à quatre heures du soir.

Il paraît que M. Bazaine n'est décidé avec peine à quitter Cologne et à se rendre en Belgique, et il savait que l'Allemagne lui offrait toute sécurité. Il se montrait très satisfait des sympathies que la population de Cologne lui témoignait ouvertement et qui éclataient toutes les fois qu'il paraissait en public.

A la gare de Spa, l'ex-maréchal a été reçu par M. Peltzer, bourgmestre de la ville, le prince Doria et M. Hartcliff.

On assure, dit une dépêche que nous communique un dernier moment l'agence Havas, que M. Bazaine est en ce moment à Bruxelles.

LETTRE DE BAZAINE.

Voici le texte de la lettre écrite par Bazaine au ministre de l'intérieur, M. de Chabaud Latour, lettre dont la publication a amené des poursuites contre plusieur journaux français.

Cologne (Allemagne), 17 août.

Monsieur le Ministre,—M. le colonel de Villette, mon ancien aide de camp et aujourd'hui mon ami, n'a aucune responsabilité à encourir pour mon évasion : il ignorait ma résolution et mes moyens. Nous sommes séparés dans la soirée du 9 à l'heure habituelle.

Mon domestique, Auguste Bireau, âgé de 18 ans, qui n'entrait que rarement le soir dans ma chambre, est dans le même cas.

J'ai fait seul, de concert avec ma femme et mon neveu, ce qu'il y avait à faire pour opérer ma descente périlleuse, et j'ai eu soin d'un tiers au prix de fortes contusions et de déchirures à mes vêtements et à ma peau.

Le directeur et ses agents ne se sont jamais relâchés de leur rigoureuse surveillance, leur service s'est constamment fait avec une régularité sévère, et aucun d'eux ne doit être rendu responsable.

M. Marchi, dont je n'ai qu'à me louer, malgré sa déférence à mon égard, est resté avec moi jusqu'à près de dix heures du soir. C'est en le quittant, et après avoir dit adieu au colonel Villette, dont le départ était arrêté depuis quelques jours pour le lundi 10 de grand matin, qu'au lieu d'aller dans ma chambre, j'ai pu me dérober à la vue du gardien qui venait fermer ma porte et devait être persuadé que j'étais rentré.

J'ai été péniblement froissé de me voir appliquer le règlement du 25 mai 1872, relatif aux maisons de santé. Je me suis vu privé de la faculté de prendre de l'exercice autrement qu'en piétinant huit pas durant dix jours dans un espace restreint, exigu, où je me serais promptement perdu par l'habitude militaire que j'ai très honorable.

Enfin, monsieur le ministre, je me suis cru autorisé à agir comme je me suis fait parce que cette maxime de droit public, que "*nulle sentence n'est légitime, si elle n'est rendue par les pairs de l'accusé*," maintenue même au milieu de l'anarchie et des violences du moyen âge, n'a pas été respectée pour votre serviteur.

MARÉCHAL BAZAINE.

—AUXERRE, 14 août.—Le *Républicain de l'Yonne* publie la note suivante, pleine d'intérêt, sur les espérances que fondent les vignobles.

A la veille des vendanges le prix des futailles vides est considéré généralement comme la pierre de touche du rendement probable de la récolte. Or il arrive à cet égard qu'une hausse notable se manifeste partout, même dans nos contrées les plus éprouvées par la grêle ; ainsi le prix de la futaille qui, l'année dernière, était descendu à 12 centimes et dans les cuviers à 3, 4 et 5 francs, atteint aujourd'hui 3 et 6 francs pour les vieilles, 12 et 15 francs pour les neuves.

Cette hausse d'un heureux présage, au point de vue de la quantité surtout, est générale d'ailleurs, et commence à toute la Bourgogne et au Bordelais, tout comme aux environs de Paris où une belle futaille neuve se vend aujourd'hui à 18 à 20 francs.

Tout cela à nos tonneliers.

LISTE DES CANDIDATURES
Des Démocrates-Conservateurs.

TRÉSORIER D'ETAT.
JOHN C. MONCURE, DE CADDO.

POUR LE CONGRÈS
PREMIER DISTRICT,
GEN. R. L. GIBSON, d'Orléans.
SECOND DISTRICT,
E. JOHN ELLIS, d'Orléans.
TROISIÈME DISTRICT,
JOSEPH A. BREAUX, d'Ibérie.
QUATRIÈME DISTRICT,
W. M. LEVY, de Natchitoches.
CINQUIÈME DISTRICT,
W. H. SPENCER, de Concordia.
SIXIÈME DISTRICT,
JOS. M. MOORE, de St. Landry.

Convention de Baton-Rouge.

RÉSOLUTIONS.

Nous, les citoyens blancs de la Louisiane, embrassant le parti démocrate, le parti conservateur, le parti blanc, le parti libéral, le parti de la réforme et tous les autres opposés à l'usurpation Kellogg, résolvons et déclarons solennellement que le gouvernement actuellement existant en Louisiane a eu son origine et son appui dans la force et la fraude en opposition à la volonté d'une grande majorité des votants de l'Etat, en opposition aux principes de la Constitution des Etats-Unis et en violation de tous les principes de justice et de liberté.

Que la façon dominante du parti radical dans cet Etat a, par des représentations fausses et frauduleuses, enflammé les passions et les préjugés des nègres, comme race, contre les blancs et a, par là, rendu nécessaire pour les blancs de s'unir et d'agir d'accord pour leur défense et pour la préservation de la civilisation blanche.

Que les droits de tous les hommes, sous la Constitution et les lois du pays, doivent être respectés et préservés inviolables, sans égard à la race, à la couleur ou à la condition antérieure, mais nous nions que le Congrès puisse constitutionnellement imposer aux deux races une union ou une égalité sociale.

Que les blancs de la Louisiane n'ont aucun désir de priver les gens de couleur d'aucun de leurs droits, mais qu'ils sont convaincus qu'une réforme est impérieusement demandée, et qu'elle ne peut être effectuée qu'en plaçant aux emplois des blancs d'une capacité et d'une intégrité reconnues ; et nous croyons qu'un grand nombre de citoyens de couleur voteront avec nous pour rassurer un gouvernement qui sera également bienfaisant pour les deux races.

Que nous n'ions sincèrement aucune intention d'emporter ou d'essayer d'emporter la prochaine élection par la violence, et que les accusations à ce au et émanant de nos ennemis radicaux sont sans fondement, et sont faites faussement dans le but d'obtenir l'aide des forces militaires des Etats-Unis afin d'intimider le peuple et de perpétuer l'usurpation existante et de renverser les vrais principes du gouvernement.

Que W. P. Kellogg n'est qu'un usurpateur et que nous le dénonçons comme tel; que son gouvernement est arbitraire, injuste et oppressif et qu'il ne peut se maintenir que par l'intervention fédérale; que les lois d'élection et d'enregistrement sous lesquelles cette loi va être conduite, ont eu pour objet de perpétuer l'usurpation en forçant le peuple et spécialement nos citoyens naturalisés de la faculté de s'enregistrer et de voter; mais nous annonçons distinctement que le peuple est déterminé à avoir une élection libre et loyale, et à veiller à ce que le résultat ne soit pas changé par la fraude ou la violence.

Que nous offrons à tous ceux de notre race, dans tous les climats, une main amie et une invitation cordiale de venir s'établir parmi nous et d'unir leur destinée à la nôtre.

Que, tout en étant en faveur du paiement ponctuel des dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes fermement opposés à la reconnaissance des obligations ou bonnes et frauduleuses émises au ou du l'Etat, et que nous nous engageons à faire une investigation sérieuse à ce sujet.

Nous conseillons au peuple de voter contre les amendements à la Constitution proposés par la législature usurpatrice, et nous nous engageons, quand le gouvernement sera remis en des mains honnêtes, à payer toutes les dettes honnêtes de l'Etat.

Le bill d'enregistrement électoral.

Nous avons déjà commenté ce bill et nous en avons dénoncé et exposé les clauses vicieuses et condamnables. Le travail étant fait, nous nous bornerons aujourd'hui à analyser les sections qui intéressent plus particulièrement les citoyens et ceux qui veulent devenir, électeurs en se faisant inscrire sur les listes d'enregistrement.

Les 19 premières sections de l'acte sont uniquement relatives à la nomination et aux devoirs du l'enregistreur d'Etat et des inspecteurs d'enregistrement et de leurs assistants. On y voit que les inspecteurs pour toutes les paroisses ouvriront leurs bureaux le dernier lundi d'août avant chaque élection générale. Ainsi ces bureaux seront ouverts le lundi prochain, 31 août, et les opérations de l'enregistrement commenceront ce jour-là même.

La section 10 porte en substance que chaque personne de naissance étrangère réclamant le droit d'être enregistrée devra, en addition de la preuve de résidence, établir qu'elle a été naturalisée conformément aux lois des Etats-Unis et produire un certificat de naturalisation ; elle devra prouver en outre par le serment de deux électeurs du précinct, qu'elle est bien la personne désignée dans le certificat de la Cour. Elle sera obligée de dire sous serment, et à la satisfaction de l'inspecteur ou de ses assistants, le lieu de sa naissance, l'époque de sa naturalisation et l'autorité de qui elle a obtenu son certificat.

Le dit certificat ne servira à prouver que le postulant a été naturalisé que si ses réponses correspondent aux faits certifiés et que si la preuve de son identité est faite d'une manière satisfaisante pour l'inspecteur ou ses assistants, et c'est sur cette preuve seulement qu'il sera enregistré.

La section 20 donne à l'inspecteur le droit d'effacer des registres le nom de tout inscrit qui, après investigation, serait jugé comme n'ayant pas droit à voter dans la paroisse à la prochaine élection.

Le nom d'aucun inscrit ne sera rayé pendant son absence, à moins que deux électeurs assermentés de la paroisse, n'affirment que le dit inscrit n'est pas résidant de la paroisse ou du precinct ou qu'il est autrement privé par la loi du droit de voter.

Par la 23e section, les personnes qui veulent se faire inscrire comme électeurs sont informées que l'enregistrement sera clos neuf jours avant toute élection en cet Etat.

Dans les paroisses, les inspecteurs d'enregistrement tiendront leurs bureaux dans les maisons de Cour et pourront établir tels autres bureaux que cela leur paraîtra nécessaire pour faciliter les inscriptions.

Conformément aux termes de la section 24, l'inspecteur ou son assistant requerra de chaque postulant, avant de l'inscrire, de signer l'affidavit suivant sous serment :

"Je soussigné, jure solennellement (ou affirme, suivant le cas) que j'ai 21 ans d'âge, que je suis né (ou que j'ai été naturalisé, suivant le cas) dans les Etats-Unis, que je suis sujet à leur juridiction et que je réside dans l'Etat de la Louisiane depuis — et que je ne suis frappé d'incapacité par aucune des causes mentionnées dans l'article 99 de la Constitution de cet Etat.

Toute personne qui fera un faux serment à propos de cet affidavit ou à propos d'une de ses clauses, sera poursuivie et punie pour obtenu de parjure.

La section 26 porte que si le postulant est né hors des limites des Etats-Unis et qu'il soit devenu citoyen par un autre moyen que la naturalisation dans les cours, alors il fera un affidavit où seront mentionnées les circonstances qui lont fait citoyen, telles que la naturalisation de son père, ou sa résidence dans un Etat ou territoire acquis par les Etats-Unis, ou toutes autres circonstances qui lui donnant le droit de citoyenneté. Il signera, sous serment, cet affidavit, et il ne sera exigé de lui aucun droit pour frais de procédure.

La section 27 prévoit que chaque postulant à l'enregistrement fasse et signe un affidavit mentionnant son nom, le lieu et le pays de sa naissance, son occupation et le lieu de son domicile ; déclarant qu'il est citoyen de la Louisiane, et qu'il aura résidé, quand le prochain élection viendra, la pleine période requise par la constitution pour qu'il ait le droit de voter, et qu'il a au moins l'âge de 21 ans.

Il déclarera, en outre, qu'il est résidant du precinct d'élection où il demande l'enregistrement, et qu'il n'a pas d'autre résidence. Si l'enregistreur l'exige, il faudra que le postulant prouve sa résidence aux moyen de deux électeurs assermentés.

Par la section 33, toute personne requise par l'inspecteur de prouver sa résidence dans un precinct d'élection, sera obligée aussi de prouver par l'affidavit de deux électeurs assermentés du precinct, ayant leurs noms inscrits dans les livres d'enregistrement, que telle personne leur est connue, qu'elle réside de bonne foi dans le precinct d'élection et qu'ils croient véritablement et sincèrement que cette personne est un électeur dûment qualifié et ayant droit de voter à la prochaine élection.

La section 37 est importante à faire connaître. Elle porte que si une personne par de fausses représentations ou par la production d'un faux certificat de naturalisation, ou d'un certificat non dûment délivré suivant les lois du Congrès, fait inscrire ou tâche de faire inscrire son nom dans un livre d'enregistrement pour un but électoral, ou dans une liste quelconque d'électeurs qualifiés, autorisés ou requise par une loi de cet Etat, ou vptera ou essayera de voter à une élection, cette personne sera déclarée coupable de délit et condamnée à un an de prison au moins et toute personne qui l'aura aidée dans sa manœuvre frauduleuse sera, sur preuve, jugée coupable du même délit et condamnée à la même peine.

La section 38 concernant les fraudes est encore plus sévère. Suivant cette section, si quelqu'un altere, modifie ou détruit une liste d'électeurs composée et faite d'après les termes de cet acte, ou un livre d'enregistrement, ou qu'il déchire un placard ou une notice, ou qu'il falsifie de l'endroit où il aura été apposé, la personne, qui aura commis cet acte, sera jugée coupable de délit et sur preuve, sera condamnée à une amende de $100 au moins et de $500 au plus et à un emprisonnement de trois mois au moins et de douze mois au plus à la discrétion de la Cour.

Nous trouvons dans l'acte d'enregistrement, sous le No 39, un article de loi qui concerne les élections et qui fait connaître ce que l'Exécutif attend des enregistreurs et des inspecteurs d'enregistrement. Ils devront dans chaque paroisse de cet Etat nommer une ou plusieurs personnes compétentes pour assister à chaque poll ou à chaque collège électoral ou procèdet avec des pouvoirs constabulaires, pendant l'élection, pour compter les votes, pour faire transporter les boîtes là où les votes doivent être déposés, pour les remettre aux commissaires d'élection, pour assister ces derniers pendant tout le temps des opérations électorales, et pour obéir à tous les ordres que ces commissaires pourront leur donner dans le but de maintenir la paix, de comprimer toute émeute et d'arrêter les émeutiers ou perturbateurs. Le même article contient des amendes et des peines contre les personnes arrêtées pour avoir commis des troubles ou avoir fait des excitations.

Cette section, à propos d'enregistrement, est un hors d'œuvre difficile à expliquer. Mais le désordre est partout dans cet acte. Aussi nous voyons sous le No 40, qui est l'avant dernier article de la loi d'enregistrement, une disposition qu'on aurait dû mettre en tête de toutes les autres. Il est dit dans cette section 40 que l'enregistreur d'Etat fera faire avant la prochaine élection générale un nouvel et complet enregistrement dans chaque paroisse et qu'il est intendit à tout le monde dans l'Etat de voter avec un certificat d'enregistrement délivré avant l'année 1874.

Nous ne terminerons pas cette rapide analyse d'un acte qui remplit plus de quatre colonnes, sans dire que tout inspecteur ou assistant-inspecteur devra remettre à tout électeur dûment enregistré un certificat en duplicata sur sa déclaration que l'original a été perdu ou détruit et et cette déclaration sera inscrite sur le dos du duplicata.

Amendements à la Constitution de la Louisiane.

Le Secrétaire d'Etat publie dans le journal officiel le texte des amendements proposés par la dernière Législature et sur l'adoption desquels le peuple de l'Etat sera appelé à voter à l'élection de novembre 1874.

Voici le texte du premier de ces amendements :

N° 1. L'émission de Bons consolidés autorisée par l'Assemblée générale de l'Etat, à sa session législative de 1874, est par le présent déclarée créer un contrat valide entre l'Etat et chaque détenteur des dits Bons, que l'Etat n'invalidera par aucun moyen. Les dits Bons seront une obligation valide de l'Etat en faveur de tout détenteur, et aucune cour n'empêchera le paiement du principal et des intérêts des dits bons on la levée et la perception d'une taxe dans ce but; pour assurer la levée, la perception et le paiement de cette taxe le pouvoir judiciaire sera exercé quand cela sera nécessaire.

La taxe requise pour le paiement du principal et de la dette des dits bons sera annuelle et collectée chaque année jusqu'à ce que les Bons aient été payés, en principal et intérêt, et le montant sera payé par le Trésorier de l'Etat aux détenteurs des dits Bons à maturité, et aucune autre législation ou allocation ne sera requise pour les dite assessement, collection et paiement.

N° 2 Dès que la dette de l'Etat aura été réduite au-dessous de 25 millions de dollars, la limite constitutionnelle restera au point le plus bas atteint, et la dette publique ne pourra jamais excéder cette somme, et cette règle restera en vigueur jusqu'à ce que la dette soit réduite à 15 millions de dollars, chiffre au de la duquel elle ne pourra être accrue. Et la taxation pour tous les objets d'Etat, excepté pour le soutien des écoles publiques, ne dépassera jamais 13 mills et demi au dollar de la valeur assessée des biens réels et personnels dans l'Etat, excepté en cas de guerre ou d'invasion.

N° 3 Le revenu de chaque année dérivé de la taxation sur les biens réels, personnels et mixtes, ou des licences, sera consacré exclusivement aux dépenses de l'année pour la quelle il sera levé, à moins qu'il ne reste un excédant qui sera appliqué à l'amortissement de la dette publique. Toutes les allocations et réclamations en excès du revenu seront nulles et l'Etat n'aura en aucune manière à faire face à leur paiement.

Le second amendement propose de remplacer dans l'article 17 de la Constitution les mots "premier lundi" par ceux de "premier mardi après le premier lundi" afin de faire coïncider les élections d'Etat de la Louisiane avec les élections présidentielles.

Le troisième amendement est ainsi conçu :

Article.—La ville de la Nouvelle-Orléans ne pourra, désormais, augmenter sa dette ou encourir aucune nouvelle dette sous aucun prétexte. Après le 1er janvier 1875, aucun certificat de dette, ni aucun mandat ne sera émis en paiement par aucun officier de la dite ville, excepté contre les sommes se trouvant comptant dans le trésor ; mais ceci ne sera pas interprété de façon à empêcher le renouvellement des Bons échus au pair, ni l'émission de nouveaux Bons en échange pour d'autres Bons, pourvu que la dette de la ville ne soit pas augmentée par là, ni de façon à empêcher l'*émission de mandats de drainage au conseiller du contrat* en vertu de l'Acte No 30 de 1871, payables seulement sur les taxes de drainage dans les limites assessées et ne venant violer les dispositions de cet article sera, sur conviction, punie d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux ans ni au-dessus de six, et d'une amende qui ne sera pas moindre de $2000 ni au-dessous de $10,000.

Sec. 2. Résolu, en outre, qu'à la prochaine élection générale, les votes des électeurs, seront exprimés par bulletins imprimés ou écrits, comme suit :

"Pour l'amendement limitant la dette de la Nouvelle-Orléans" ou "Contre l'amendement limitant la dette de la Nouvelle-Orléans" et les dits bulletins seront comptés et les retours faits et le résultat déclaré comme dans les élections d'officiers d'Etat.

AGENTS DE L'ABEILLE

M. JUST COMER, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.

M. FR. MACHET, Marchand, à Baton-Rouge pour les paroisses de Ouest et Est-Baton Rouge, Ouest et Est-Feliciana.

WILLIAM GERARD, à Waterice, paroisse de la Pointe-Coupée.

J. LANDREAU, Maître-de-poste à Hermitage pour la paroisse de la Pointe-Coupée.

GEO. L. MAYER, Maître-de-poste à Martinville paroisse Ste-Marie.

A. MARIDAT, à la Nouvelle-Ibérie.

M. EMONET, à Lécuville, paroisse St-Landry.

M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.

M. WM. L. ROCHE, député Maître-de-poste Plaquemines, paroisse Iberville.

J. MILLET, à Franklin, paroisse Ste-Marie.

ALFRED GRADENIGO, St-Martinville.

VALERY THIBODEAU, Post-Master.

A. DUBUS, Arnaudville.

M. PETETIN, Grand-Côteau.

ADRIEN GONSOULIN, Franco-Prairie.

F. P. RÉREAU, à la Fausse-Charlotan.

A. REVEU, Vermillionville.

LAURENT CHÉRÉL, Plaquemines (Iberville).

A. BOYER, Marcouville (Avoyelles).

B. RICULFI, Houma (Terrebonne).

SYLVAIN LEHMANN, Maître-de-poste à Jonville (Texas).

Wm. HUDSON, à Jeanerette, paroisse Marie.

EDGAR DELERY, Rue St-Louis, (Mine.

LES ENREGISTREURS DE KELLOGG.

La République publie la liste complète des enregistreurs déjà nommés par Kellogg :

PAROISSES D'ORLEANS.

Premier ward—Percy M. Emerson.
Deuxième ward—Thomas H. Wynn.
Troisième ward—Daniel A. Rose.
Quatrième ward—A. J. Kenner.
Cinquième ward—L. D. Lagrèze.
Sixième ward—J. B. Rondanez.
Septième ward—N. B. Hutton.
Huitième ward—Edmond V. Lenlair.
Neuvième ward—Jas. H. Dougherty.
Dixième ward—Michael J. Connor.
Onzième ward—E. B. Bonnit.
Douzième ward—Thos. F. Flanagan.
Treizième ward—C. F. Maloney.
Quatorzième ward—W. H. Finnegan.
Quinzième ward—W. H. Lonn.
Seizième ward—Léonard Williams.
Dix-septième ward—Jakob Gerber.

PAROISSES.

Assomption—Non désigné.
Assomption—Alex. Denson.
Avoyelles—L. A. Berry.
Ste Jacques—Col. D. L. Foreman.
Ouest Baton Rouge—E. B. Colwell.
Blanville—Louis Bastien.
Bossier—G. H. Wilkey.
Caddo—Mich. Jeanne.
Calhoun—F. B. Levêque.
Caldwell—J. Wesley Mayfield.
Carroll—Robert Lacky.
Cameron—L. V. Tanner.
Catahoula—O. G. Bellard.
Claiborne—Col. B. Blackburn.
Concordia—J. Washington.
De Soto—E. A. Dewees.
East Feliciana—L. A. Burgess.
Ouest Feliciana—Non désigné.
Franklin—A. Calpern.
Grant—Kindred J. Hervey.
Iberie—Le Comte Fortellon.
Iberville—V. Desionde.
Jackson—W. G. McDonald.
Jefferson (rive gauche)—G. T. Conget.
Jefferson (rive droite)—W. G. Steele.
Lafayette—L. N. Judice.
Lafourche—Wilhelmus Murrell.
Lincoln—J. A. Greene.
Livingston—E. M. Bouligny.
Madison—W. W. Johnson.
Morehouse—Samuel W. Reily.
Natchitoches—F. W. Holmes.
Ouachita—J. Enamonser.
Plaquemines—Non désigné.
Pointe-Coupée—John B. Davis.
Rapides—E. J. Harrett.
Rivière Rouge.—Clark Holland.
Richland—James W. Yarborough.
Sabine—Gerhart Hanson.
St-Bernard—S. F. Fasenda.
St-Charles—G. Espinola.
St-Hélène—John B. Davis.
St-Jacques—Augustus Underwood.
St-Jean-Baptiste—Charles Vial.
St-Landry—James J. Thompson.
Ste Marie—Louis Heloire.
Ste-Marie—Ed. T. Fleurot.
St-Tammany—Charles Morgan.
Tangipahoa—James B. Cason.
Tensas—C. S. Kinney.
Terrebonne—J. W. Board.
Union—J. M. Lee.
Vermillion—B. L. Brookshier.
Vernon—Louis Lavoie.
Washington.—S. M. Hseanes.
Webster—C. A. Boon.
Wich. James P. Reidhemer,

GUIDE DU COMMERCE.

BANQUES.

Workingmen's Bank, Banque des Travailleurs, Caisse d'Epargne, V. MAGNAN président, 24 Canal.
N. O. Savings Institution, 160 Canal.
Provident Savings de Trans Co., 126 Canal
La Nouv. Banque de Depôt Co., 31 Camp

COMPAGNIES D'ASSURANCES.

(CONTRE L'INCENDIE.)

N. O. Mutual Ins. Co., 62½ Camp et Canal.
Merchants' Mutual Ins. Co., 62½ Canal.
Crescent City Fire Ins. Co., 24 Carondelet.
Union Mutual Ins. Co., 24 Carondelet & G. Place.
Home Mutual Ins. Co., 78 Camp.

(SUR LA VIE.)

La Ste Life Ins. Co., 62½ Canal, & Carondelet.
Equitable Security, of N.-York, 26 Camp.
Home Life Ins. Co., of Hud. Con. 7 Carondelet.

JOUETS, ARTICLES DE FANTAISIE.

Godchaux & Nippert, 127 Canal, Nlle-Orléans.
Godchaux & Co., 20 Faubourg Poissonnière, Paris.
T. Morcau, coin Toulouse et Royale.

MERCERIE ET FANTAISIE.

J. H. Martinotsis, 121 Royale.

MARCHANDISES SECHES.

Thée. Danziger & Sons, 208 Canal.
J. Turcotte, coin Canal et Bienville.

ETOFFES POUR DEUIL.

A. Labry, St. Bourbon.

CHAPELLERIE.

E. E. Lee Hat Store, coin Royale et St. Louis.

QUINCAILLERIE ET INSTRUMENTS ARATOIRES.

A. Baldwin & Co., 74 Canal et 86 Commerce.

MACHINES A COUDRE.

Grover & Baker S. M. Co., 107 Canal.
Wheeler & Wilson, (Peak Brea.) 120 Canal

CHEMISES ET ARTICLES DE TOILETTE POUR MESSIEURS.

S. N. Moody, coin Royale et Canal.

VETEMENTS CONFECTIONNES.

L. Godchaux, 21 et 23 Canal, 212,214, 227 V. Levée
C. Canard, 126 Vieille Levée.

MEUBLES DE LUXE ET ORDINAIRES.

F. Mallard, coin Bienville et Royale.

BRODERIES, LINGERIE, DESSINS.

Mme Montarelier, 19, Bourbon.
Mme Sophie, (lorimbe Maitre), 29, Bourbon.
U. N. Delerme et Bourville, 44 Bourbon.

ARTICLES DE COIFFURE ET DE FANTAISIE.

Charles Trenilly, coin Bienville et Chartres.

OPTICIENS.

C. Duhamel, 111, Canal.

PENSION.

E. Haistre, 11 Toulouse, $4 par semaine.

FABRIQUES DE CANDI, CONFISERIES, ETC.

Norman & Reiss, 121 à 125, Vieille-Levée.
L. Rédal, 36, Vieille Levée.

BOULANGERIE.

J. M. Laforrandorie, 275 Tréné.

CIGARES, TABACS, ETC.

Ed. L. Zoll, coin Carondelet et Canal.
F. A. Gonzales, coin Camp et Commerce.

ORGUES, PIANOS, MUSIQUE.

Louis Grunewald, 19, 20 et 36, Bernan.
M. Ellis, 151 et, 153, Canal.
F. Charpeaux's, Royale.

FLOMBEURS.

C. L. Chapotel, coin Bourbon et Bienville.

FUSILS, ARTICLES DE CHASSE.

F. Charleville, 55, 61 Charles.
J. Sagot, 195, Charles

COUTELLERIE, BANDAGES, REPARAGE.

L. Lamothe, fabricant, 91 Royale.

TABLES DE BILLARD.

Miller Bros, coin Commerce et St-Charles.
St. Charles Billiards Saloon, 209 à 215, St-Charles.
Crescent Billiard Hall, coin Canal et St-Charles.

COSTUMES, DOMINOS & MASQUES.

V. Alabau, 31 Conti.

ACCORD ET SEPARATION DE PIANOS.

J. Pilhatt, 69 Espagne, 2me District.

Vins, Liqueurs, Provision, &c.

AUGUSTE COUTURIE,
9 - - - - Rue St-Louis - - - - 9
Seul Agent pour la vente des
Champagne Cha. Heidsieck & Co.,
Cognac d'Eng. Grégoire & Co.,
Genièvre de Houtman & Co., Double Anore,
— Offre à vendre —
Cognac J. & F. Marieil de 1870, 1868, 1865, 1858, 1855, 1854 et S. O. F.
Vins Rouges de Ladon, St-Vivier et St-Geniès.
15 fév.—6m

BALSAMIQUE des PYRÉNÉES
LIQUEUR HYGIENIQUE
(approuvée des médecins)
LAURENT LACASSAGNE,
(AGENT.)
A vendre chez :
QUEYROUZE & BOIS, coin des rues Bienville et St. Vieille-Levée.
CAZAUX & VERSNOLE, N° 72 rue de la Vieille-Levée, et
VINCENT BATTOLARA, N° 15 rue Dumaine.
24 oct.—1an 8Dm

LEON QUEYROUZE. OSCAR BOIS
QUEYROUZE & BOIS,
MARCHANDS EN GROS DE
EPICERIES, VINS, LIQUEURS
ET
Toutes sortes de Produits de l'Ouest.
Aux Magasins Rieux,
Coin Vieille Levée et Bienville,
17 juil 75—1 an Nlle-Orléans.

BITTER DES ARABES
Hygiénique Perfectionné.
(BREVETÉ S. G. D. G.)

Ce produit, sanoi agréable, extrait de plantes éminemment toniques et vivifiantes, distillées avec des eaux-de-vie de premier choix, est sans contredit l'agent le plus puissant pour réparer l'organisme de la manière la plus immédiate

Il est, en outre, dans les pays chauds, un préservatif efficace contre les épidémies, fait remontre l'appétit et dégage les voies digestives.

E. B. — Un Rotter est approuvé par l'Académie de Médecine française, et la propriétaire demande qu'on le nomme à l'exclusion d'autres dans tous les pays

1010v.—1oc

J. B. CAMORS & CO.
MARCHANDS DE FARINE
—ET—
Négociants Commissionnaires,
61.....RUE TCHOUPITOULAS.....61
NOUVELLE-ORLEANS.

LOTERIES

PLAN D'ÉTÉ
Seulement 10,000 Numéros.

LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
A NUMERO SIMPLE.
Trois Gros Lots de $15,000 chacun.

COMPAGNIE DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
(Incorporée le 17 août 1868.)

CLASSE M.

Devant être tirée en public, à la Nouvelle-Orléans, le SAMEDI, 12 Sept. 1874.

PLAN.

10,000 Billets.....Billets seulement $10

MONTE, QUART ET DIXIÈME DE PROPOSITION

1 lot de.....$10,000 est.....$10,000
1 lot de.....5,000 est.....5,000
1 lot de.....2,500 est.....2,500
10 lots de.....1,000 est.....10,000
20 lots de.....500 est.....10,000
100 lots de.....250 est.....25,000

LOTS D'APPROXIMATION

9 approximations de $300 chacun pour les neuf unités de la même classe du numéro tirant le lot de $10,000 est.....$2,700
9 approximations de $200 pour les neuf unités de la même classe du numéro tirant le lot de $15,000 est.....1,800
9 approximations de $100 pour les neuf unités de la même classe du numéro tirant le lot de $5,000 est.....900

10,163 lots s'élevant à.....$70,400

EXPLICATION DES LOTS APPROXIMATIFS

Les quatre neuf unités de la même classe du numéro gagnant les trois gros lots auront droit à 9 lots approximatifs. Par exemple : si le billet No 4265 gagne le premier prix de $10,000, les billets Nos 4264, 4266, 4255, 4275, 4165, 4365, 4065, 4465 et 3965 auront droit à $300 chacun. Si le billet No 321 gagne le second prix de $5,000, les billets Nos 320, 322, 304, 338, 221, 421, 121, 521 et 21 auront droit à $200 chacun. Si le billet No 421 gagne le troisième prix de $2,500, les billets Nos 420, 422, 404, 438, 321, 521, 221, 621 et 121 auront droit à $100 chacun.

Billets entiers, $10 ; Demi-Billets, $5 ; Quarts de Billets, $2 50 ; Huitièmes de billets $1 25.

LOTS PAYABLES EN PLEIN SANS DÉDUCTION.

Les demandes doivent être adressées à la LOUISIANA STATE LOTTERY COMPANY
Looe-box 692, P. O.
Nouvelle Or